

L'étudiant

QUOTIDIEN

N°264 / Jeudi 11 Septembre 2025

250 FCFA

ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

La place à prix d'or



► Chaque rentrée scolaire ravive la même angoisse pour les parents : comment obtenir une place pour leur enfant dans un établissement réputé ? Officiellement, les règles sont claires. Officieusement, des tractations souvent au prix fort. De nombreux parents affirment avoir glissé quelques billets supplémentaires, en plus des frais exigibles, pour garantir une place à leurs enfants. **P4**



EDUCATION DE BASE

Des décrets pour les projets

► Le président de la République a signé, le 10 septembre 2025, une série de décrets habilitant le Minepat à conclure des accords de prêts destinés à la réalisation du projet d'appui à l'éducation de base. **P2**



RENTREE SCOLAIRE

Le Minesec en inspection

► Quelques jours après la rentrée scolaire, le Minesec a effectué, le mercredi 10 septembre 2025, une tournée d'inspection dans plusieurs établissements du département du Mfoundi. **P3**

MINJEC- IFCD/CREDO

Au-delà du diplôme

► La convention signée ce 10 septembre à Yaoundé entre cet institut de formation et le Minjec permettra aux jeunes inscrits d'accéder aux opportunités de financement de leurs projets. **P3**

L'étudiant
QUOTIDIEN

OFFRES SPECIALES

Profitez des remises de -30% pour toutes vos communications

-30%

Contactez-nous ☎ (237) 222306079 ☎ 698 933 346 - 677 137 263

EDUCATION DE BASE

Des décrets pour implémenter les projets

► Le président de la République a signé, le 10 septembre 2025, une série de décrets habilitant le Minepat à conclure des accords de prêts destinés à la réalisation du projet d'appui à l'éducation de base au Cameroun.

La Rédaction

● Décret numéro 2025/452 du 10 septembre 2025, habilitant le ministre de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire à signer avec la banque islamique de développement un accord de prêt d'un montant de 9,2 millions d'euros, soit environ 6,025 milliards de francs CFA pour la réalisation du projet d'appui à l'éducation de base au Cameroun. Le président de la République décrète, article 1er, le ministre de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire est habilité avec faculté de délégation à signer avec la banque islamique de développement un accord de prêt d'un montant de 9,2 millions d'euros, soit environ 6,025 milliards de francs CFA pour la réalisation du projet d'appui à l'éducation de base au Came-



roun. Article 2, le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au journal officiel en français et en anglais. Yaoundé, le 10 septembre 2025, signé le président de la République, Paul Biya.

● Décret numéro 2025/453 du 10 septembre 2025, habilitant le ministre de l'économie, de la planification et de l'aménagement du

territoire à signer avec la banque islamique de développement, guichet fonds de solidarité islamique pour le développement, un accord de prêt d'un montant de 9,2 millions d'euros, soit environ 6,025 milliards de francs CFA pour la réalisation du projet d'appui à l'éducation de base au Cameroun. Le président de la République décrète, article 1er, le ministre de l'économie, de la pla-

nification et de l'aménagement du territoire est habilité, avec faculté de délégation, à signer avec la banque islamique de développement, guichet fonds de solidarité islamique pour le développement, un accord de prêt d'un montant de 9,2 millions d'euros, soit environ 6,025 milliards de francs CFA pour la réalisation du projet d'appui à l'éducation de base au Cameroun. Article 2, le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au journal officiel en français et en anglais. Yaoundé, le 10 septembre 2025, signé le président de la République, Paul Biya.

● Décret numéro 2025/454, du 10 septembre 2025, habilitant le ministre de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire à signer, avec la banque arabe pour le développement économique en Afrique,

un accord de prêt d'un montant de 30 millions de dollars US, soit environ 18,078 milliards de francs CFA pour la réalisation du projet d'appui à l'éducation de base au Cameroun. Le président de la République décrète, article 1er, le ministre de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire est habilité, avec faculté de délégation, à signer, avec la banque arabe, pour le développement économique en Afrique, un accord de prêt d'un montant de 30 millions de dollars US, soit environ 18,078 milliards de francs CFA pour la réalisation du projet d'appui à l'éducation de base au Cameroun. Article 2, le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au journal officiel en français et en anglais. Yaoundé, le 10 septembre 2025, signé le président de la République, Paul Biya.

RENTREE SCOLAIRE

Le Minesec en inspection

► Quelques jours après la rentrée scolaire, le Minesec a effectué, le mercredi 10 septembre 2025, une tournée d'inspection dans plusieurs établissements du département du Mfoundi.

Par Michelle MBESSA

Le Ministre des Enseignements Secondaires, Pr. Nalova Lyonga, a sillonné plusieurs établissements scolaires du département du Mfoundi. Objectif : constater l'effectivité de la rentrée scolaire 2025/2026 et s'assurer que les directives ministérielles sont bien respectées sur le terrain. La tournée ministérielle a conduit le MINESEC et son équipe dans sept établissements : le Lycée bilingue de Nkolndongo, le Collège adventiste bilingue de Nlongkak, l'ENIEG bilingue de Yaoundé, le Lycée technique de Nlongkak, le Collège Charles et Thérèse Mbakop, le Lycée technique Charles Atangana, et le Lycée de Biyem-Assi. Sur place, les inspecteurs ont évalué plusieurs aspects : état des infrastructures, présence effective des enseignants et des élèves, disponibilité du matériel didactique, respect des mesures d'hygiène et de



sécurité, ainsi que la conformité administrative des établissements. Cette descente visait aussi à identifier les éventuels dysfonctionnements à corriger rapidement. Soucieuse de promouvoir l'éducation inclusive, le Minsec a saisi l'occasion pour adresser un message fort aux jeunes filles, les invitant à prendre pleinement leur place dans les salles de classe et à s'investir dans leur formation.

Pour le MINESEC, cette rentrée ne doit laisser aucun élève en marge, et chaque acteur de la communauté éducative est appelé à jouer son rôle. Cette tournée s'inscrit dans la logique d'une gouvernance de proximité, marquée par le suivi rigoureux de la mise en œuvre des politiques éducatives sur le terrain. Une façon de rappeler que l'éducation reste une priorité nationale.

Reçu N°1699/RDA/J06/SAJP/BAPP
Journal bilingue d'informations sur l'éducation et la jeunesse
Directeur de Publication : Boris Landry KOUKAM
www.journaletudiant.com
(237) 698933346 / 677137263
L'Étudiant
N°255 / Vendredi 29 Août 2025
QUOTIDIEN

Directeur de publication/Publisher

Boris Landry KOUKAM

Coordonnateur général/ General Coordinator

Arnaud Nicolas MAWEL

Coordonnateur général adjoint

Paul Reinhard WANDJI

Directeur de la rédaction/Managing Editor

Franck Boris NKENGUE

Rédacteur en chef/ Editor In Chief

Wilfried Celestin NTOUDA

Rédacteur en chef adjoint/ Deputy Editor In Chief

Paul Marcel MBEMBE

Reporters :

Michelle MBESSA, Brigitte BATE, Nicodem MBARFAY, Lesly AHANDA, Eléna ANGOULA, Ines Marie NGA (Stg), Raïssa MVILONGO (stgr).

Production :

Central Media Communication and Technologies-CMCT

RCCM: **RC/YAO/2022/B/1633**

P.O Box: **17019 Yaoundé, Cameroun**

Rue Felicia - Immeuble Dangote - Cami-Toyota, Coron, Yaoundé, Cameroun.

Téléphone: **+237 698933346 / 677137263**

Email : **contact@journaletudiant.com**

Site web : **www.journaletudiant.com**

CREDO ENGINEERING UNIVERSITY – ONJ

Accord pour l'entrepreneuriat jeune

► Le 10 septembre 2025 l'Université Engineering Credo et l'Observatoire National de la jeunesse ont signé une convention de partenariat visant à faciliter l'accès à la formation professionnelle et à l'entrepreneuriat.

Par LESLY AHANDA

Le Cercle municipal de Yaoundé a servi de cadre à la signature de plusieurs conventions majeures, marquant un tournant dans la promotion de la jeunesse. L'une des plus significatives est celle conclue entre l'Université Open Engineering Credo, représentée par la professeure Justine Difo, et l'Observatoire National de la Jeunesse, représenté par Dominique Mveme Atangana. Ce partenariat vise à faciliter l'accès des jeunes à la formation, au financement et à l'entrepreneuriat, en leur offrant un accompagnement concret et structuré. L'accord prévoit plusieurs avantages concrets pour les étudiants notamment des réductions sur les frais de logement, des formations professionnelles de qualité, ainsi que des accès facilités aux dispositifs de financement de projets. Une plateforme numérique sera également mise en place



afin de permettre aux jeunes de s'enregistrer et de bénéficier d'opportunités gouvernementales liées à l'emploi, à la formation et à l'entrepreneuriat. Le Minjec soutient cette initiative dans le cadre de sa stratégie visant à

transformer chaque étudiant en entrepreneur potentiel. « Pour bénéficier de ces opportunités, les jeunes doivent simplement se rendre sur la plateforme de l'Observatoire National de la Jeunesse. L'Université Engineering

Credo est déjà interconnectée, et les étudiants peuvent s'y inscrire directement », explique un représentant du Minjec. En parallèle, l'Université Credo, à travers sa fondation Global Capacity Building Foundation, a annoncé

l'attribution de 100 bourses couvrant 50 % des frais de formation, toutes disciplines confondues. Parmi les formations proposées, on retrouve des filières à fort potentiel comme l'entrepreneuriat digital, l'agro-industrie ou encore l'industrialisation. « Et dans la mesure où nous mettons l'accent sur la professionnalisation, sur les métiers, sur les carrières, nous vendons ici, à cette jeunesse, la transformation de l'état d'esprit, parce que tout commence dans leur état d'esprit. Ces jeunes doivent comprendre qu'au-delà des diplômes, il faut oser aller au-dessus de la mêlée et viser l'excellence » explique Justine Difo. À travers cette convention, les signataires entendent contribuer activement à la création d'une jeunesse compétente, innovante et économiquement autonome, capable de s'insérer durablement dans le tissu socio-économique national et dans l'espace de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF).

FORMATION PROFESSIONNELLE

Credo University outille les jeunes

► Une masterclass organisée au cercle municipal de Yaoundé ce 10 septembre 2025, par la Credo Engineering International Open University a permis de renseigner la jeunesse sur les opportunités qu'offre l'établissement.

Par Raïssa MVILONGO (stg)

Placé sous le thème « Au-delà des diplômes, des compétences internationales », l'évènement est une initiative du Pr Justine Difo, fondatrice de l'université. La journée a débuté par l'exécution de l'hymne national par les membres de l'Observatoire National de la Jeunesse. Credo Engineering International Open University se positionne comme un cadre d'apprentissage innovant et collaboratif, destiné à former les leaders de demain. Ses filières vont de l'agriculture et de l'élevage au génie informatique, en passant par les réseaux et télécommunications, la carrière judiciaire, le tourisme-hôtellerie-restauration ou encore la ges-



tion. Les diplômes et attestations délivrés à l'issue des

formations jouissent d'une reconnaissance internatio-

nale. Au cœur de son intervention, le Pr Difo a exhorté

les jeunes à miser sur l'entrepreneuriat et le numérique pour s'insérer durablement dans le monde professionnel. « Le numérique n'a plus de frontières. Il booste l'ADN des entrepreneurs. Vous pouvez travailler pour une entreprise en Malaisie tout en restant au Cameroun », a-t-elle expliqué. La masterclass s'est clôturée par la remise des attestations aux étudiants formés en juin 2025. Cette initiative s'inscrit dans la dynamique de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), vision portée par le président Paul Biya pour promouvoir l'emploi décent, renforcer l'entrepreneuriat jeune et améliorer le système de formation et d'insertion professionnelle au Cameroun.

Les étudiants peaufinent les manquements

► À quelques jours de la reprise des cours dans les universités, l'effervescence est palpable chez les étudiants. Recherches de logement ou achat de fournitures, chacun se prépare à sa manière pour aborder cette nouvelle année.

Par Lesly AHANDA

À Yaoundé, la rentrée académique 2025-2026 s'annonce intense. Les étudiants anciens comme nouveaux se mobilisent pour faire face aux exigences de la reprise. Dans les alentours du campus de l'Université de Yaoundé I, les étudiants sont présents pour prendre des renseignements. Dossiers en main, dossiers à la bouche, les étudiants font la queue. « J'essaie de finaliser mon dossier avant l'embouteillage de la semaine prochaine. L'année dernière, j'ai attendu trop longtemps et c'était le stress total », confie



Stéphane, étudiant en faculté des sciences. À Melen, quartier étudiant par excellence, les agences immobilières sont débordées. Trouver un studio décent et abordable est devenu une mission. « Tout est cher ! Un studio qui coûtait 35 000 FCFA l'an dernier est au-

jourd'hui à 45 000 minimum. Et parfois les photos du studio ne correspondent pas à ce qu'on voit en présentiel », explique Noëlla, future étudiante en première année. Du côté du marché Mokolo ou du carrefour Obili, les commerces de sacs, cahiers, livres, et ordinateurs font

le plein de clients. Les étudiants recherchent des équipements utiles pour tenir toute l'année. « J'ai économisé pour m'acheter un bon ordinateur cette fois-ci. C'est indispensable pour les recherches et les devoirs je n'ai plus envie de rencontrer les mêmes difficultés que l'an

dernier », dit Arthur, étudiant en lettres modernes. Mais la rentrée ne se prépare pas seulement matériellement. Certains se remettent déjà dans le bain académique. « J'ai commencé à relire mes anciens cours. Avec les nouveaux enseignants et la charge de travail, il ne faut pas attendre. Et en plus je suis dans une classe assez sérieuse j'ai obligation d'être concentré », explique Mireille, étudiante au niveau 3. Entre espoirs, inquiétudes et détermination, la rentrée académique est bien plus qu'une date sur un calendrier. C'est un nouveau départ pour des milliers de jeunes Camerounais, porteurs de rêves et bâtisseurs de demain.

ETUDIANT-ORIENTATION ACADEMIQUE

Des choix de filières recadrés

► A l'université de Yaoundé 1, les conseillers d'orientation procèdent bien souvent au changement de filière de certains étudiants en fonction de leurs relevés de notes.

Par Raïssa MVILONGO (stg)

« Quand je parlais déposer mes dossiers à l'université, j'avais choisi la philosophie. Une fois là-bas, j'ai été orientée en Arts du Spectacle et Cinématographie ». Confie Adèle Ebah étudiante en licence II. En effet, pendant qu'elle allait déposer son dossier à l'université de Yaoundé 1, il a fallu qu'elle change de filière sur le coup. Son relevé de notes ne coïncidait pas avec ce qu'elle voulait faire. Pour qu'elle fasse Philosophie comme choisi initialement, il lui fallait avoir au moins 14 en anglais et 15 en philosophie. Ce qui n'était pas le cas. Adèle n'est pas la seule. Plusieurs autres étudiants sont passés par là. Alain Bono étudiant en licence en espagnol avait été réorienté en espagnol, lui qui voulait faire Informatique. « J'étais venu avec l'idée de faire informatique. J'ai remplis mon dossier



d'inscription, avec comme premier choix informatique, l'anglais comme deuxième et espagnol comme troisième. Quand je parlais déposer, le conseiller d'orientation m'a fait comprendre que je ne pouvais pas faire la filière du premier choix. Il m'a orienté en espagnol, normal j'avais eu un 17 au baccalauréat » explique-t-il. Ces décisions ne sont pas prises de façon hasardeuse. Pour une telle réorientation, les conseillers d'orientation tiennent

compte des relevés de notes, et des conversations qu'ils ont avec les étudiants lors du dépôt des dossiers. Si vous voulez faire une filière comme lettre bilingue, il vous faut avoir eu au moins 14 /20 en français et en anglais au probatoire et baccalauréat. Et, lors de l'entretien pendant le dépôt des dossiers, il faut avoir des arguments qui permettent aux conseillers d'orientation d'être convaincu de votre choix.

TABLEAU NOIR

MEDIOCRITE ACADEMIQUE

Des réussites sexuellement transmissibles

► Réussir en cours ne dépend pas toujours du travail fourni. Sur certains campus, il suffit parfois de savoir négocier.

Par Inès Marie NGA (stg)

« Des oranges juteuses. » C'est ce qu'une étudiante promettait à un professeur pour obtenir une note supérieure à 15 et valider son unité. Faute d'argent, elle avait trouvé un moyen... pour le moins original. Cette anecdote, racontée sous anonymat par un professeur de français, illustre un phénomène qui dépasse cette seule classe : sur certains campus, obtenir de bonnes notes peut parfois se négocier plutôt que se mériter. Marie-Orthence Nga, étudiante en droit confie : « moi personnellement j'ai déjà vu des camarades offrir des téléphones ou des repas pour passer certaines matières ou pour effacer les absences ». Ces pratiques trouvent leurs racines dans plusieurs facteurs. La pression pour valider rapidement les unités pousse certains étudiants à chercher des raccourcis. Une étudiante en lettres modernes anglaise explique : « lorsque j'étais en train de soutenir mon maître

de thèse m'avait clairement fait comprendre que réussir dépendait de ce que j'étais prête à offrir ». À cela s'ajoute la question de la moralité et des conditions des enseignants. Certains, mal intentionnés ou confrontés à des difficultés financières, peuvent être tentés d'accepter des arrangements informels pour arrondir leurs revenus. Les conséquences se font sentir rapidement. Pour ceux qui refusent de participer à ces arrangements, la frustration s'accumule. Ceux qui profitent du système bénéficient d'un avantage injuste. « Moi je fais de mon mieux pour travailler honnêtement, mais je vois aussi d'autres étudiants passer grâce à des arrangements. C'est décourageant parce qu'à un moment on se dit à quoi bon faire des efforts quand d'autres réussissent si facilement. L'école ici n'est pas basée sur la méritocratie », raconte Joseph Mbeng étudiant



en économie. Le système universitaire lui-même en pâtit : la crédibilité des diplômes est fragilisée, l'équité académique compromise et la confiance dans l'éducation érodée. Pour limiter ces dérives, certaines universités pourraient mettre en place des dispositifs de signalement et de sanction. La majorité des étudiants interrogés sur le sujet recommandent de renforcer la transparence des critères de notation, de sensibiliser étudiants et enseignants à l'intégrité académique et d'instaurer des mécanismes de contrôle plus stricts, comme des évaluations anonymes. Sans ces mesures, le phénomène risque de perdurer et de continuer à fragiliser le système éducatif.

Yolo

INSCRIPTIONS DANS LES ETABLISSEMENTS

La règle et la combine

► Chaque rentrée scolaire ravive la même angoisse pour les parents : comment obtenir une place pour leur enfant dans un établissement réputé ? Officiellement, les règles sont claires. Officieusement, elles se négocient bien souvent au prix fort.

Par Elena ANGOULA

La rentrée scolaire rime très souvent avec l'épineux problème de la recherche de places pour les enfants, que ce soit dans les établissements publics ou privés. Cette période est fréquemment considérée comme celle où les chefs d'établissement deviennent les personnalités les plus courtisées. Les parents patientent de longues heures dans les secrétariats,

espérant décrocher un rendez-vous avec monsieur le proviseur pour obtenir une place dans son établissement.

Sur le papier, les règles sont strictes et connues : concours pour les nouveaux élèves, frais réglementaires pour les anciens. Mais dans la pratique, l'accès à certains établissements se transforme en véritable parcours du combattant. De nombreux parents affirment avoir dû débours des sommes supplémentaires, parfois exorbitantes, pour inscrire leurs enfants. « Même

avec un transfert en règle, on m'a demandé 50 000 F CFA en plus des frais officiels », témoigne un père d'élève en classe de Première D. Un autre parent dénonce un système de charges sans fin : « Frais d'inscription, frais d'APEE, frais d'examen... Au final, on a l'impression de payer deux ou trois fois la même chose ». Le problème trouve son origine dans la surpopulation des salles de classe. Un arrêté conjoint du Minedub et du Minesec, daté du 19 août 2022, fixe pourtant le plafond à 60 élèves par salle. Mais

dans les faits, certaines classes en accueillent 90, voire plus de 100, avec des élèves serrés à trois ou quatre par banc. Dans ce contexte, les places deviennent une denrée rare et se marchandent. Cette rareté alimente un marché parallèle, animé par des « vendeurs d'illusions » : intermédiaires autoproclamés ou personnels indéli-cats qui flairent l'occasion. Moyennant quelques billets et sous couvert d'une pseudo-affinité avec un chef d'établissement, ils promettent aux parents une place garantie. Résultat : un

cercle vicieux où la demande nourrit la corruption, et où la corruption accentue la rareté. Si dans les faits certains parents rencontrés affirment pourtant avoir déboursés quelques billets de plus pour voir leur enfant avoir une place dans un établissement, côté administratif, les chefs d'établissements eux bottent en touche une telle pratique et affirment respecter la légalité. Entre discours officiels et le ras-le-bol des parents, le paradoxe est criant, les familles, faute d'alternatives, finissent par céder et paient.



Il en parle

AMBASSA EDAN Henri, Proviseur du Lycée Mixte d'Awae

« Les places ne sont pas à vendre »

Comment un parent procède-t-il pour obtenir une place dans un établissement secondaire ?

Pour les nouveaux fraîchement sortis du primaire, l'admission en 6e et en première année technique est sanctionnée par l'admission au concours d'entrée en 6e et en 1ère année technique ou par un transfert qui prouve que l'enfant a été admis au concours dans un établissement et sollicite aller ailleurs pour des raisons justifiées.

Est-ce le même procédé pour les anciens élèves ?

Pour les anciens élèves, ils ont déjà leurs places sauf pour le cas des exclus, des démissionnaires ou d'abandon. Ceux qui passent régulièrement en classe supérieure ou admis

à redoubler n'ont rien à faire pour se réinscrire, la seule condition étant de s'acquitter des frais éligibles.

Faut-il payer pour avoir une place dans un établissement ?

Les seuls frais à payer sont les frais exigibles dans un établissement. Les places ne sont pas à vendre.

Comment se fait la sélection pour déterminer quel élève sera admis ou non dans votre établissement ?

Des commissions de recrutement siègent pour déterminer quels sont les élèves admis ou non dans l'établissement. C'est la seule instance compétente pour le recrutement de nouveaux élèves, rien d'autre.

Certains parents estiment que cette période est souvent

compliquée pour eux, mais bénéfique pour les chefs d'établissement. Qu'est-ce qui peut expliquer une cela ?

Le nombre de places est limité. On ne peut pas retenir les élèves sans savoir où on va les loger. Et on ne retient qu'en fonction du nombre de places disponibles. Les choses peuvent être compliquées pour un parent si les performances et la discipline de l'enfant compromettent son admission.

Il y a une pratique courante dans les établissements qui est décriée par les parents d'élèves : la vente des places. Pourquoi vendre des places à un parent qui veut instruire son enfant ?

Une fois de plus, les places ne sont pas à vendre. Juste que, les places sont limitées et on ne peut pas satisfaire tout le monde. Seulement, il faut beaucoup se méfier des vendeurs d'illusion qui salissent en ce moment l'environnement scolaire souvent à l'insu des chefs d'établissement.

La vente des places, est-ce un bon business pour les chefs d'établissement ?

C'est vous qui le dites. Les parents doivent suivre la voie normale pour le recrutement de leurs enfants et non se faire arnaquer par des vendeurs d'illusions qui sillonnent tout autour des établissements en ce moment.



Kudos

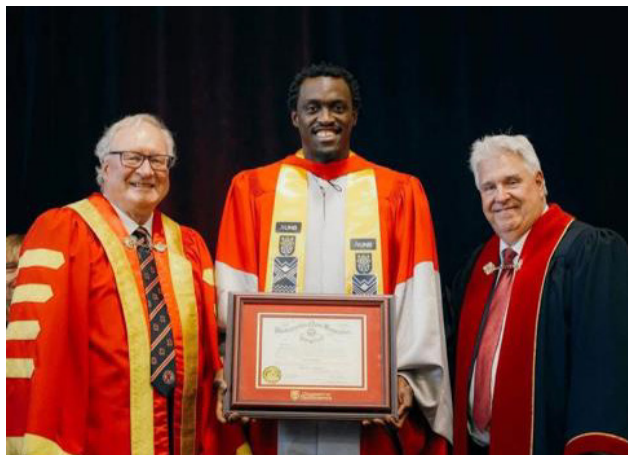
PASCAL SIAKAM

Fait Docteur Honoris Causa

► De champion NBA à docteur honoris causa, le basketteur camerounais continue d'élargir son terrain de jeu. Mais au-delà de la reconnaissance académique, c'est son geste pour les jeunes camerounais qui marque les esprits.

Par Elena ANGOULA

Âgé de 34 ans, Pascal Siakam vient de recevoir un diplôme honorifique de l'Université du Nouveau-Brunswick (UNB). En partenariat avec cette université et le McKenna Institute, il a lancé la Bourse Pascal Siakam, d'une valeur totale de 200 000 dollars. Plusieurs étudiants camerounais en informatique et en technologie pourront bénéficier d'un appui financier de 8 000 dollars. Ce projet résonne comme un hommage à son père, fervent défenseur de l'éducation. « Offrir une éducation, c'est donner un cadeau que personne ne peut enlever », confie l'athlète, aujourd'hui devenu un modèle de réussite



autant sur les parquets qu'en dehors. Déjà engagé dans l'éducation avec l'Université de Toronto pour soutenir des étudiants en droit, Siakam confirme ainsi que son plus grand héritage ne se mesure pas qu'en titres ou en points marqués, mais dans les opportunités

offertes à la jeunesse. « Merci aux fans et à la communauté qui ont été présents hier soir votre soutien rend ce moment encore plus significatif », a-t-il ajouté. Un nouveau chapitre pour « Spicy P », où la victoire s'écrit désormais avec des diplômes.

Buzz

ERASING EVIDENCE

When love ends

► They are not the first people to make big promises they could not keep; this always happens with love. People do huge, romantic things when they are deeply in love. But when the relationship ends, those same things just become sad memories marked not only on their skin, but in their hearts.

By Brigitte BATE

As can be seen on her chest, « I V E N - SON » is the name boldly carved on Emmanuel-la's chest for love. Emmanuella and Iverson were a couple and have broken up after six years together. They have even removed the tattoos they got of each other's names, which is a strong sign that their love is really over. For six years, everyone watched Emmanuella and Iverson.

They were a powerful couple who shared their love story online and seemed perfect for each other. A major symbol of their love was the tattoos they had of each other's names. This is not a normal breakup. Removing a tattoo is a painful and permanent step. It signals the seriousness and finality of the split. It means that seeing the other person's name on their skin was too painful to keep. Their social media pages, which were once full of happy pictures of them, are now being

searched for clues. Followers are looking back at old photos, wondering if they missed signs that the couple was unhappy. The removal of the tattoos is the biggest clue of all. It shows a decision to erase a huge part of their past. It makes everyone wonder what could have gone so wrong to end a love that was once written on their skin forever. Mockery comes from all sides, questioning the love they had that pushed them to the extent of carving their names on their chests.



LE DOIGT DU CHEF FÉLIX

Des sous sur le grill

► Entre grillades savoureuses, jus naturels et service traiteur événementiel, ce restaurant en plein essor mise sur des plats faits maison.

Par Michelle MBESSA

Dans un coin encore modeste de Yaoundé, une petite enseigne culinaire commence à faire parler d'elle : Le Doigt du Chef Félix. Une idée concrétisée depuis le 17 juillet 2025 par Félix, jeune diplômé d'un Brevet de Technicien Supérieur (BTS) en gestion des entreprises de restauration. Pour lui, ce restaurant est l'aboutissement d'un rêve d'enfance et l'expression d'une passion mûrie depuis plusieurs années. En effet, l'établissement se distingue par son offre variée : grillades généreuses, mignardises raffinées, pâtisseries aux goûts bien travaillés, sans oublier les jus naturels aux saveurs originales. En effet, la grille des prix au restaurant Le Doigt



du Chef Félix varie selon les produits : les jus naturels sont proposés entre 1000 et 2500 F CFA, en fonction du litre et des saveurs. Les croquettes moelleuses sont vendues à 2500 F

lequel l'établissement est encore en phase d'ancrage. Ainsi, le restaurant propose un service traiteur événementiel qui couvre les mariages,

CFA la bouteille de 1,5 litre. Le coût du service traiteur dépend du nombre de plats et du menu choisi, tout comme pour les pâtisseries et les autres prestations. Au restaurant, les plats sont accessibles à partir de 1000 F CFA, un tarif adapté au quartier dans

anniversaires, réunions et autres cérémonies, avec possibilité de livraison à domicile. Ouvert tous les jours de 8h à 20h, Le Doigt du Chef Félix fonctionne encore à échelle modeste, le promoteur préférant asseoir la notoriété de son établissement avant d'envisager une expansion. Son chiffre d'affaires mensuel oscille actuellement entre 50 000 et 70 000 F CFA, un volume encore variable mais prometteur. Pour l'instant, Félix ne se fixe pas encore sur des marges bénéficiaires nettes, préférant concentrer ses efforts sur l'acquisition et la fidélisation de la clientèle. Côté communication, le jeune chef mise essentiellement sur le bouche-à-oreille et les statuts WhatsApp pour se faire connaître. « Je n'ai pas encore les moyens pour lancer des campagnes sur les réseaux sociaux, mais les retours des

clients sont très encourageants », confie-t-il avec humilité. Les premiers visiteurs, eux, repartent généralement satisfaits, vantant la qualité artisanale des plats et l'accueil chaleureux du chef. Ce projet est aussi un choix stratégique : Félix a souhaité, par ce biais, éviter la précarité professionnelle souvent associée aux jeunes diplômés. Il a ainsi pris son avenir en main en créant son propre emploi, tout en mettant ses compétences au service de la gastronomie locale. Son ambition ? Faire de son restaurant une référence culinaire à Yaoundé, tout en continuant à partager son amour pour la cuisine. Une passion, aujourd'hui, transformée en projet entrepreneurial concret. Et même si les débuts sont encore modestes, le « doigt » du chef semble bien tracer une trajectoire prometteuse.

PETITS BOULOTS

SALONS DE COIFFURE DE FORTUNE

Un secteur précaire qui nourrit son homme

► De simples bancs en bois, un vieux parapluie usé et parfois un petit miroir de poche suffisent à ces coiffeuses débrouillardes. Malgré la précarité, leur activité attire de nombreuses clientes, séduites par des tarifs abordables.

Par Michelle MBESSA

À Yaoundé, les salons de coiffure dits « de fortune » poussent comme des champignons aux abords des marchés, dans les quartiers populaires ou au détour d'une ruelle. Ici, la tresse commence à 1000 F CFA, en ce qui concerne les simples reversées, et les coiffures plus complexes, avec mèches ou rajouts, varient entre 5000 et 10 000 F CFA, selon le style choisi. Des tarifs imbattables, surtout comparés à ceux des salons modernes où la même coiffure peut coûter le double, voire le triple. Ces coiffeuses, souvent sans boutique fixe, installent leurs comptoirs improvisés autour des marchés comme Mokolo, Movg-Atangana Mballa ou Essos. Mais pour attirer la clientèle, elles n'hé-



sitent pas à sortir dans la rue, à aborder les passantes, à marchander, et parfois à les convaincre sur le trottoir avant de les guider jusqu'à leur petit coin aménagé. « Si on reste assise, on ne gagne rien. Il faut aller chercher les clientes, discuter avec elles, et les convaincre », explique Carine, coiffeuse à Mvog-Atangana Mballa. Derrière ces salons précaires se cache une véritable économie parallèle, qui fait vivre des dizaines de jeunes filles, de mères

célibataires ou d'élèves en quête d'un revenu. « C'est avec ça que je paye mes cahiers », confie Aline, 17 ans, qui coiffe pendant les week-ends et les vacances. Mais les défis sont nombreux : intempéries, insécurité, harcèlement de la police municipale. Dans une ville où la beauté capillaire est un enjeu culturel et social, ces salons de fortune remplissent un rôle essentiel : permettre à toutes les femmes, peu importe leur budget, de rester coiffées.

TELEPHONE PORTABLE

Les bons plans des accessoires

► Grâce à la commercialisation entre autres de pochettes, chargeurs, écouteurs, Amidou réussit à se faire 80 000 FCFA par mois.



Par Raïssa MVILONGO (stg)

Amidou Boubase balade dans la ville de Yaoundé avec des accessoires pour téléphone. Parmi ces accessoires, on note des chargeurs, des glaces pour téléphone, des pochettes, des powerbank et bien d'autres. Chez lui, les prix varient en fonc-

tion de l'accessoire de votre choix. « Tout dépend de ce que vous voulez. Si c'est la glace par exemple, il y en a pour 500 FCFA, 1000 FCFA et 1500 FCFA. Cela dépend aussi de la marque du téléphone. Les prix diffèrent parce qu'il y a différent type de glaces. La 3D fumée est plus cher que la simple ». Explique-t-il. Concernant les chargeurs, pour s'en

procurer, il faut avoir minimum 1000 FCFA. Le powerbank est l'outil le plus coûteux. Pour avoir un, il faut déboursier au moins, 7000 FCFA. « Le powerbank est cher parce qu'il accumule l'énergie. Même quand il n'y a pas le courant on peut charger facilement son téléphone ». Ajoute-t-il. Quant aux pochettes pour téléphone, il faut prévoir au moins un 1500 FCFA.